

Cote du document: EB 2012/107/R.33
Point de l'ordre du jour: 14 d)
Date: 7 novembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2013

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Bambis Constantinides
Directeur du Bureau de l'audit et de la surveillance
téléphone: +39 06 5459 2054
courriel: c.constantinides@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent septième session
Rome, 12-13 décembre 2012

Pour: **Aval**

Table des matières

I. Introduction	1
II. Stratégie d'AOU pour 2013 et à moyen terme	1
III. Activités d'assurance et de conseil de l'audit interne	2
IV. Enquêtes et prévention	6
V. Budget et ressources d'AOU pour 2013	7
Annexe	
Plan de travail pour 2013 et liste provisoire des audits pour 2014	8

Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2013

I. Introduction

1. Le présent rapport expose le plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance (AUO) pour 2013, ainsi que les renseignements généraux qui s'y rattachent. Ce plan repose sur un exercice d'évaluation des risques et a reçu l'aval du Président. Conformément à son mandat, le Comité d'audit est habilité à soumettre des propositions à l'examen du Président. La version finale du plan sera soumise au Conseil d'administration pour aval à sa session de décembre 2012.
2. Le plan de travail est présenté au Comité d'audit avant que le processus budgétaire de 2013 ne soit achevé, de manière que son envergure et sa complexité soient dûment prises en compte dans l'établissement du budget d'AUO.

II. Stratégie d'AUO pour 2013 et à moyen terme

Les risques auxquels le FIDA est exposé en 2013

3. L'année 2013, début de la période couverte par la neuvième reconstitution, comporte pour le Fonds un certain nombre d'engagements toujours davantage axés sur l'économie et l'efficacité des processus opérationnels et des structures organisationnelles. Le Programme changement et réforme, qui porte notamment sur la mise en œuvre du modèle opérationnel de supervision directe et l'établissement de la présence dans les pays, est désormais en phase de consolidation, et les structures et processus opérationnels, financiers et relatifs aux ressources humaines ont dans une large mesure été adaptés aux nouvelles modalités opérationnelles. Alors que le rythme d'approbation des nouveaux projets devrait se stabiliser au cours des prochaines années, le volume des activités en cours d'exécution et la charge de travail continueront de croître à court terme, suite à l'expansion rapide du nombre de projets approuvés ces dernières années. Les efforts déployés afin de maîtriser les coûts se sont intensifiés et les économies demeurent une priorité, mais pas au détriment de l'efficacité du FIDA, objectif premier de la direction et des États membres.
4. Il ressort de l'évaluation des risques institutionnels du FIDA que ce sont les contraintes budgétaires potentielles, tant de nature humaine que financière, qui pourraient le plus fortement compromettre, à moyen terme, la réalisation des objectifs de haut niveau de l'organisation. Parmi les autres risques identifiés figurent l'aptitude du FIDA à mesurer les progrès accomplis sur la voie de la réalisation desdits objectifs ainsi que le risque de corruption dans le cadre des activités du Fonds. L'évaluation des risques propres à AUO¹ fait ressortir des risques accrus en relation avec l'utilisation économique des ressources financières dans des domaines spécifiques comme les dons, la passation de marchés et les technologies de l'information (TI) ainsi que dans le suivi d'ensemble de l'utilisation des ressources. Parmi les autres risques confirmés par l'évaluation menée par AUO figurent les processus qui absorbent une grande partie du temps de travail du personnel, comme l'évaluation de la performance institutionnelle et la préparation

¹ L'évaluation réalisée par AUO vise à cerner les risques et les vulnérabilités en se concentrant sur les éléments et les situations qui relèvent de son mandat et de ses compétences fonctionnels tels que:

- communication de renseignements inexacts, insuffisants et périmés aux utilisateurs, à la direction, aux organes de gouvernance et au public;
- non-respect des règles, des politiques, des procédures et des décisions prises par la direction;
- acquisition non économique, tardive ou inappropriée de biens ou de services;
- perte d'actifs matériels et virtuels;
- utilisation inefficace et inappropriée des ressources;
- processus ou fonctions opérationnels qui sont en deçà des attentes.

L'évaluation repose sur les informations et les sources suivantes: le Plan à moyen terme du FIDA; les registres des risques organisationnels; les observations de la direction et du personnel; et des données financières et relatives aux effectifs. À l'issue de cet exercice, AUO a établi une liste d'audits potentiels classés par ordre de priorité.

des comptes rendus y relatifs; la gestion des consultants; et les processus comportant des flux de fonds importants, comme l'administration des prêts et la gestion des placements. La rapidité des changements et l'accroissement constant du volume des opérations en cours d'exécution augmentent le risque d'éventuels détournements des ressources du FIDA et de situations susceptibles de perturber les activités de l'organisation. Pour gérer ce risque, il est essentiel de mettre en place un cadre de prévention adéquat, assorti d'une structure de sécurité efficace, qui amène l'organisation à donner suite rapidement et avec fermeté à ces situations.

Stratégie et priorités pour 2013 et à moyen terme

5. AUO vise à fournir un service professionnel, compétent, efficace, pertinent, efficient et fiable qui aide le FIDA à atteindre ses objectifs à moyen terme. Il évaluera les risques et les contrôles relatifs: à l'efficacité de l'utilisation des ressources financières et humaines; à la conformité avec le cadre de réglementation applicable; à l'intégrité des informations présentées; et à l'efficacité des processus organisationnels. AUO travaillera en synergie avec la direction pour cerner et gérer les risques institutionnels, tout en conservant son indépendance dans la sélection et la réalisation des missions et la rédaction des rapports correspondants.
6. AUO favorisera l'atténuation des risques grâce à ses activités d'enquête et à la mise en œuvre de son mandat de lutte contre la corruption. Il entend donner suite rapidement et efficacement aux allégations d'irrégularités. Le Bureau intensifiera ses efforts afin de prévenir les irrégularités dans les activités et les opérations du FIDA et, à cette fin, collaborera avec les partenaires internes et externes.
7. En complément de ces orientations stratégiques, au cours des deux prochaines années, AUO veillera à établir ses priorités et à planifier et exécuter ses travaux sur la base des principes suivants:
 - aligner clairement ses activités sur les priorités institutionnelles;
 - se concentrer sur les éléments pour lesquels il dispose d'instruments méthodologiques appropriés;
 - livrer rapidement les produits pour s'assurer que ses actions sont pertinentes et ont un impact;
 - soumettre des observations et des recommandations constructives et ciblées, dans la mesure du possible en rapport avec les plans d'amélioration de la direction;
 - jouer un rôle proactif à l'appui de la gestion des risques institutionnels.
8. En 2013, toute l'équipe d'AUO redoublera d'efforts en matière d'enquêtes et de prévention de la corruption, l'objectif étant de réduire le délai moyen de traitement des allégations. La performance, tant au niveau individuel que des divisions, sera évaluée au moyen des indicateurs clés de performance (ICP) liés aux objectifs du plan de travail; AUO utilisera des ICP renforcés pour évaluer les délais d'obtention des résultats.

III. Activités d'assurance et de conseil de l'audit interne

9. Conformément aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne fixées par l'Institut des auditeurs internes, le plan de travail d'AUO pour 2013 a été établi sur la base d'un exercice d'évaluation des risques. Le Bureau s'emploie principalement à recenser les risques importants qui peuvent compromettre la réalisation des objectifs institutionnels à court et à moyen terme, et accorde une attention particulière aux éléments et questions qui relèvent de son mandat et de son éventail de compétences. Les éléments et questions devant faire l'objet d'un audit ont également été choisis en fonction de considérations pratiques, par exemple la nécessité d'éviter qu'un grand nombre d'audits soient réalisés dans

une même division et de restreindre le champ des audits de manière que les rapports d'audit soient produits rapidement, ainsi que la taille et l'expérience de l'équipe d'audit interne. Un certain nombre de missions n'ont pas encore été identifiées afin de laisser à AUO une certaine flexibilité pour faire face à de nouveaux facteurs de risque. Les audits jugés hautement prioritaires par AUO pour 2013 sont mentionnés ci-dessous (et en annexe).

10. L'objectif de certaines des activités d'audit envisagées devra être revu avant que celles-ci ne démarrent en fonction des conclusions de l'Évaluation au niveau de l'institution de l'efficacité du FIDA, actuellement menée par IOE, de manière à éviter tout chevauchement avec des travaux effectués récemment dans ce contexte:
- Préparation du budget, suivi et compte rendu. Depuis 2004, date à laquelle une gestion budgétaire décentralisée a été mise en place, les procédures budgétaires, la manière de rendre compte et les fonctionnalités du système ont été modifiées à plusieurs reprises. La pression constante exercée en vue d'une utilisation efficace et efficiente des ressources budgétaires a mis en lumière un certain nombre de préoccupations concernant le système et les procédures de compte rendu des engagements budgétaires. Le contrôle des dépenses est essentiel pour garantir une utilisation efficiente et économique des ressources. Les rapports de l'institution indiquent que la capacité d'estimer et de débloquer rapidement les fonds disponibles peut être limitée, ce qui accroît le risque d'utilisation non efficiente des crédits budgétaires approuvés. Dans le plan de travail de l'année passée, le processus d'affectation et de suivi budgétaires figurait déjà sur la liste provisoire des audits pour 2013. L'objectif de cet audit sera plus limité et reposera sur les risques évalués à l'époque de l'audit.
 - Surveillance et contrôle de la gestion interne des placements. Une saine gestion financière est essentielle pour que le Fonds puisse préserver correctement ses ressources financières, à court et à long terme. Du fait de l'augmentation progressive, au cours des dernières années, de la valeur du portefeuille de placements géré par l'institution ainsi que de la grande volatilité et de la grande complexité des marchés financiers, cette question avait été inscrite l'année dernière sur la liste provisoire des audits prévus en 2013. Récemment, le FIDA a pris des mesures destinées à remanier les responsabilités et les processus applicables en la matière, et AUO a effectué en 2012, à la demande de la direction, un examen de la conformité du portefeuille des titres conservés jusqu'à échéance. Un examen exhaustif de la structure des contrôles internes du portefeuille de placements géré en interne permettra toutefois de garantir à la direction que ces contrôles sont appropriés et efficaces.
 - Surveillance des marchés passés dans le cadre des projets. La passation des marchés est en soi une activité à haut risque, et cela est aggravé par le fait que, dans ce domaine, l'approche adoptée par le FIDA repose largement sur les systèmes nationaux. Par conséquent, le rôle joué par le FIDA en termes de surveillance des marchés passés dans le cadre des projets est essentiel dans la mesure où il fournit aux donateurs l'assurance que les critères d'ordre fiduciaire sont remplis et que la politique de tolérance zéro en matière de fraude et de corruption est rigoureusement respectée. AUO s'est plus particulièrement penché sur cette question en 2009; de plus, il s'agit là d'un élément clé des audits de pays annuels. Il semble cependant, sur la base des conclusions des rapports d'audit et au vu de l'incidence des allégations relatives aux marchés passés dans le cadre des projets, qu'il soit nécessaire de procéder à un examen et à une évaluation en profondeur. Cet audit comportera des missions de terrain et supposera que le personnel concerné y consacre une grande partie de son temps de travail.

- Surveillance de la présence du FIDA sur le web. Avec l'utilisation croissante d'Internet pour la communication et le partage des savoirs, le FIDA peut toucher, plus rapidement et de manière plus ciblée, un plus grand nombre de personnes. Cela comporte toutefois des risques, à la fois de réputation et d'ordre juridique. AUO a proposé de passer en revue la portée des sites web et des portails propres au FIDA ou parrainés par celui-ci, afin d'évaluer les processus de création, de mise à jour et de surveillance de ces sites, que ceux-ci soient sous le contrôle du FIDA ou aient trait à ce dernier.
11. L'évaluation des risques a permis de recenser d'autres éléments devant faire l'objet d'un audit. Toutefois, en raison du manque de temps ou pour d'autres motifs, ceux-ci pourraient être menés à la fin de 2013 si la charge de travail le permet, ou bien être inscrits au plan de travail pour 2014. Ces audits sont énumérés ci-après.
- Utilisation optimale des ressources dans le cadre des marchés de services. De concert avec les autres organisations des Nations Unies ayant leur siège à Rome, le FIDA noue des relations avec toute une variété de prestataires en vue de la fourniture de services institutionnels (nettoyage, jardinage, sécurité, restauration, expédition et hébergement des TI, notamment). AUO n'a mené aucune évaluation de ce type d'ententes au cours des dernières années; grâce à une étroite coordination de ses fonctions d'audit avec celles des autres agences basées à Rome, il a dégagé des possibilités d'évaluation conjointe de ce type d'activités. Cet examen, qui serait l'occasion de recenser les faiblesses potentielles du FIDA ou des fonctions et processus conjoints de passation des marchés, garantirait également à la direction que ce type d'ententes reposent sur une utilisation optimale des ressources.
 - Mesure de la performance à l'échelle institutionnelle. En 2006, un système de planification et de gestion de la performance à l'échelle institutionnelle (SPGPI), assorti d'indicateurs de performance et de plans de gestion au niveau des départements et des divisions, a été mis en place au FIDA. Par ailleurs, un certain nombre de rapports annuels, périodiques et ad hoc sont établis sur différents thèmes. Ces divers processus exigent un temps considérable de la part du personnel concerné, et le FIDA devra recourir de manière intégrée à tous les outils de planification et de suivi à disposition. L'évaluation des risques menée par AUO fait ressortir des préoccupations concernant l'efficacité des processus et instruments destinés à rendre compte de la performance.
 - Gestion du programme de dons. Le FIDA offre à divers types de bénéficiaires (États membres, organisations intergouvernementales, entités hébergées, secteur privé, etc.) un large éventail de financements sous la forme de dons (par exemple, au titre du guichet mondial, régional ou à un pays spécifique). Les considérations en termes de risques, de difficultés et d'efficacité concernant les dons de faible montant sont pour la direction du FIDA une source de préoccupation. L'élaboration, au FIDA, d'une démarche stratégique concernant les dons et autres ressources, dans une optique de renforcement de l'efficacité, doit être réalisée dans un contexte favorable aux objectifs stratégiques et aux exigences fiduciaires.
 - Efficacité et efficacité de la gestion des consultants. Le recours à des consultants, élément fondamental du modèle opérationnel du FIDA, représente l'une des principales dépenses administratives après les frais de personnel. À l'heure actuelle, la direction du FIDA procède à un examen détaillé des processus relatifs à l'établissement des contrats de consultants et à leur administration, et un nouvel ensemble de règles et directives est en cours de préparation (le "Manuel hors personnel"). Durant cette phase d'élaboration, la contribution d'AUO prend la forme d'un appui consultatif ad hoc. Il serait préférable de programmer un audit en la matière fin 2013 ou début 2014, une fois que les changements seront entrés en vigueur.

- Sécurité des missions. La sécurité du personnel et des consultants du FIDA sur le terrain revêt une importance primordiale pour l'organisation, et nombreuses sont les ressources consacrées et les procédures mises en place à cette fin. L'efficacité de ces processus risque toutefois d'être compromise si le personnel, les consultants, les chefs d'équipe et autres participants aux missions de terrain ne respectent pas pleinement les procédures établies. AUO propose de mener un examen de la conformité des exigences relatives à la sécurité afin de fournir à la direction des assurances dans ce domaine et d'identifier d'éventuelles lacunes. AUO n'a jamais effectué d'audit sur cet aspect spécifique de la sécurité.
 - Administration des prêts – processus de décaissement fondé sur les risques. L'administration des prêts, l'une des fonctions financières fondamentales du FIDA, est essentielle en termes de matérialité. La Division du Contrôleur et des services financiers (CFS) ayant récemment adopté une approche fondée sur les risques en relation avec le traitement et le contrôle des décaissements effectués au titre des prêts, il sera possible, grâce à l'expérience du nouveau processus acquise en 2014, d'effectuer un audit portant sur la conformité du contrôle et l'obtention de gains d'efficacité.
 - Structures de contrôle au niveau des entités. Ce type d'examen a été mené à la fin de 2010 par un cabinet externe mais tous les éléments n'ont pas été vérifiés. Conscients de l'importance que revêt ce type d'examen, surtout pour la déclaration annuelle de la direction et l'attestation du Commissaire aux comptes sur l'efficacité du contrôle interne de l'information financière, la direction et AUO sont d'avis que les structures de contrôle devraient être soumises à un autre examen.
12. Il ressort de l'évaluation des risques effectuée par AUO que les déplacements du personnel du FIDA, thème inscrit l'année dernière sur la liste provisoire des audits pour 2013, ne présentent relativement que de faibles risques compte tenu des mesures mises récemment en place par la direction. Par conséquent, l'inclusion de cet audit dans le plan de travail pour 2013 n'a pas été confirmée. Cependant, cet élément étant essentiel pour l'efficacité du modèle opérationnel du FIDA, AUO continuera d'assurer le suivi des recommandations d'audit en attente d'application et d'appuyer les mesures d'amélioration mises en place par la direction.
13. De plus, les activités d'audit ci-après figurent dans chaque plan de travail annuel d'AUO:
- Deux audits de pays portant sur la passation des marchés et la supervision dans le pays en relation avec les exigences fiduciaires ainsi qu'avec les transactions au titre de l'audit de pays du FIDA. Les pays concernés seront sélectionnés en consultation avec les directeurs de division. Les audits seront conçus de manière à contribuer aux missions d'audit des marchés passés dans le cadre des projets.
 - L'appui apporté par AUO à la direction se poursuivra moyennant la vérification indépendante de la structure du contrôle interne de l'information financière afin de soutenir la déclaration de la direction sur l'efficacité dudit contrôle. Comme en 2012, AUO coordonnera son action avec celles des commissaires aux comptes du FIDA afin de garantir que l'opinion émise par les commissaires aux comptes sur la déclaration de la direction repose sur une base fiable.
 - AUO exécutera les activités d'audit récurrentes portant sur la certification des dépenses devant être remboursées par le gouvernement hôte et sur les dépenses du Bureau du Président.

- Le suivi trimestriel assuré auprès des divisions au sujet des mesures prises pour appliquer les recommandations de l'audit interne en suspens demeurera une activité clé qui aide AUO et la division concernée à comprendre les risques encourus et à trouver des solutions appropriées.
14. Outre certaines activités consultatives prévues, AUO est périodiquement invité par la direction à fournir des services de conseil ponctuels. Ceux-ci peuvent porter sur un thème et un objectif définis en accord avec la direction, y compris la communication des conclusions, ou bien consister dans la fourniture d'un avis indépendant en vue d'améliorer l'efficacité et le contrôle en offrant un point de vue global sur une question précise.
 15. Il est prévu qu'un participant au programme de développement des capacités internes d'audit d'AUO collabore avec celui-ci durant les quatre premiers mois de 2013. Même si tous les fonds supplémentaires seront affectés à cette fonction, AUO continuera de rechercher d'autres sources de financement afin de pouvoir poursuivre cette activité utile et maintenir les contacts avec les six participants précédents, et bénéficier ainsi de leur appui.
 16. Certaines activités d'audit engagées durant le dernier trimestre de 2012 seront encore en cours début 2013. Un rapport complet sur l'état d'avancement des activités figurant dans le plan de travail pour 2012 et sur tous les travaux d'audit et d'enquête achevés en 2012 sera présenté au Comité d'audit en avril 2013. Le présent document ne couvre donc que les nouvelles activités d'audit proposées pour 2013. Un rapport de situation concernant le plan de travail pour 2013, qui fera état de toutes les modifications apportées à celui-ci, sera présenté en septembre 2013.

IV. Enquêtes et prévention

17. Au sein d'AUO, la Section des enquêtes a pour mandat d'enquêter le cas échéant sur toute allégation relative à des pratiques irrégulières dans le cadre des activités et des opérations du FIDA. Cela comprend les cas de fraude et de corruption impliquant des entités, des sous-traitants et des personnes extérieures au FIDA qui offrent leurs services ou participent à des activités financées par le Fonds ou à des contrats relatifs au siège, ainsi que des actes répréhensibles commis par le personnel (y compris la fraude et la corruption).
18. En 2012, la Section des enquêtes s'est surtout employée à répondre à l'augmentation de la charge de travail attribuable à la récente hausse du nombre d'allégations. Il s'agissait notamment de cas de harcèlement et d'abus de pouvoir qui, par nature, sont longs à traiter. Les efforts déployés par la section ont été entravés par le renouvellement constant du personnel. Après être parvenu à recruter un responsable des enquêtes (de niveau P-3) afin de réduire la pression exercée par le travail, AUO a perdu un responsable des enquêtes (P-4) et un assistant enquêteur en 2012. Le premier n'a été remplacé qu'au troisième trimestre et les efforts déployés afin de pourvoir le second poste se poursuivent. La stratégie adoptée pour pouvoir accomplir les tâches supplémentaires en 2012 a consisté en partie à recourir à des consultants pour réaliser les enquêtes non planifiées. Afin de s'assurer que les allégations soient toujours traitées dans un délai raisonnable, AUO examinera la nécessité de demander à la direction des ressources additionnelles.
19. En 2013, AUO redoublera d'efforts en termes de prévention et de sensibilisation, un domaine qui a moins retenu l'attention en 2012 en raison du renouvellement du personnel. AUO continuera d'organiser des présentations à l'intention du personnel sur ce thème et s'efforcera de mettre au point et de fournir des ressources en ligne pour le personnel des programmes et le personnel technique, de manière à réduire plus activement le risque de corruption dans les projets du FIDA.

20. Afin de garantir la bonne organisation et le suivi des travaux de la section, et de satisfaire aux meilleures normes en la matière, AUO examinera la gestion de sa charge de travail et sa base de données pour s'assurer que les enquêtes sont menées de manière aussi efficiente et efficace que possible.
21. Dans une optique d'harmonisation des procédures et de renforcement de la collaboration, AUO prendra une part active aux activités organisées par d'autres agences des Nations Unies et institutions financières internationales. De plus, AUO collaborera étroitement avec les collègues du Bureau du Conseiller juridique, de la Division des ressources humaines et du Bureau de la déontologie afin de revoir les procédures d'enquête et de sanction en place au FIDA depuis 2007, à la lumière de la nature changeante des affaires disciplinaires ainsi que de l'évolution et des tendances récentes de la jurisprudence y relative.

V. Budget et ressources d'AUO pour 2013

22. La structure d'AUO a été remaniée en 2011 et 2012 en fonction de ses orientations stratégiques à moyen terme (tableau 1).

Tableau 1
Effectifs du Bureau (équivalent temps plein [ETP]) et ressources en 2013

<i>Structure effective d'AUO en 2012*</i>	<i>Structure proposée pour AUO en 2013</i>
<ul style="list-style-type: none"> • Directeur (1 ETP) • Assistant administratif (1) • Section des audits (5,2) • Section des enquêtes (2,2) 	<ul style="list-style-type: none"> • Directeur (1 ETP) • Assistant administratif (0,5) • Section des audits (5,5) • Section des enquêtes (3)
Budget d'AUO pour 2012 – déplacements et expertise externe – 102 000 USD	Budget d'AUO proposé pour 2013 – déplacements et expertise externe – 102 000 USD
Ressources additionnelles allouées grâce à des réallocations budgétaires, notamment pour faire face au changement de personnel – 216 000 USD	

* *Personnel effectivement en place.*

23. La principale contrainte de capacités à laquelle a dû faire face AUO en 2012 était liée aux enquêtes, en raison du renouvellement du personnel. Il est prévu qu'une équipe au complet soit en place au début 2013. Le budget d'AUO proposé pour 2013, soit 1,736 million d'USD, s'établit au même niveau que le budget approuvé pour 2012. La charge de travail et le recours à l'expertise externe, en particulier pour les enquêtes et les audits techniques, sont imprévisibles, de sorte qu'une demande de ressources financières additionnelles pourrait être présentée en cours d'année.

Plan de travail pour 2013 et liste provisoire des audits pour 2014

Activités d'AUD prévues pour 2013

Jours de travail du personnel
(plan 2012 entre parenthèses)

Activités d'audit interne

1 100 (1 120)

Missions d'assurance

- Préparation du budget, suivi et compte rendu
- Surveillance et contrôle de la gestion interne des placements
- Supervision des marchés passés dans le cadre des projets
- Surveillance de la présence du FIDA sur le web
- Audit de pays 1
- Audit de pays 2
- Dépenses du Bureau du Président afférentes à 2012 (activité récurrente)
- Dépenses remboursées par le gouvernement hôte (récurrentes)
- À déterminer
- À déterminer

Travaux consultatifs

- Tests annuels des contrôles internes en matière d'information financière pour le compte de la direction
- À déterminer
- Contribution aux efforts déployés à l'échelle de l'institution et observateur aux comités de gestion

Liste provisoire des audits à réaliser en 2014

- *Marchés de services – utilisation optimale des ressources*
- *Gestion du programme de dons*
- *Mesure de la performance à l'échelle institutionnelle*
- *Sécurité des missions*
- *Administration des prêts – processus de décaissement fondé sur les risques*
- *Efficience et efficacité de la gestion des consultants*
- *Structures de contrôle au niveau des entités*

Activités d'enquête

705 (705)

- Enquêtes
- Promotion et défense de la politique de lutte contre la corruption du FIDA
- Actualisation des procédures d'enquête et de sanction
- Appui au secrétariat de la Commission des sanctions du FIDA

Gestion et renforcement des capacités du Bureau

315 (466)

- Représentation du Bureau et activités de sensibilisation à l'occasion de réunions internes et externes
- Maintenance et développement d'outils d'appui aux audits et aux enquêtes
- Recrutement, formation, évaluation et perfectionnement du personnel
- Gestion et administration du Bureau